

Jean-Marie Le Pen est mort. Dans les partis de droite et la plupart des « grands » médias, on s'indigne du fait que beaucoup trouvent matière à se réjouir de la disparition d'un chef fasciste. Et les mêmes poursuivent le travail de normalisation de l'extrême droite.

Ainsi prétendent-ils que, si Le Pen a commis, certes, des déclarations condamnables, s'il a été un personnage « polémique » ayant commis quelques « dérapages », il devrait à présent être respecté comme un pan de l'histoire politique du pays. D'autres dans la constellation des médias Bolloré vont plus loin, faisant de lui un « lanceur d'alerte » sinon un « prophète », qui aurait posé de « bonnes questions » ou « prévu ce qui allait se passer », s'émerveillant déjà de la constance de ses « convictions » ou de son « immense culture » [\[1\]](#).

De bonnes nécrologies seront certainement publiées. On diffusera assurément ses « petites phrases » les plus violemment racistes, masculinistes ou homophobes. Mais sans doute oubliera-t-on certains aspects moins solubles dans l'idéologie dominante. Cette idéologie dans laquelle la diabolisation de Jean-Marie Le Pen a rempli une fonction cruciale, assurant la dissimulation des dimensions les plus institutionnelles et structurelles du racisme, et occultant la contribution des partis et médias dominants à la progression du lepénisme.

Le diable de la République ?

Dans la France des années 1980-90, une bonne partie de la gauche et des mouvements antiracistes et antifascistes – notamment les satellites du PS comme SOS Racisme –, présentaient le racisme et la xénophobie anti-immigrés comme des virus idéologiques inoculés du dehors du jeu politique légitime – sinon de la société française – par le Front national, et en particulier par son leader Jean-Marie Le Pen : des virus permettant de diviser la classe ouvrière en flattant les préjugés archaïques d'une partie du peuple français, et fournissant un bouc-émissaire facile dans une période marquée par l'installation du chômage de masse et de la crise sociale.

La figure de Jean-Marie Le Pen était alors commode, permettant de projeter les traits d'une société tout entière (Fanon disait qu'« une société est raciste ou elle ne l'est pas ») sur un individu seul et un parti dont les liens avec le fascisme historique apparaissaient encore évidents, et insidieusement de confiner le racisme, le masculinisme ou l'homophobie à cet individu et à son parti. On pouvait bien éventuellement dire que d'autres – en particulier Jacques Chirac à l'époque, pérorant sur le « bruit et l'odeur » des Noirs et des musulmans en 1991 – tentaient de « faire du Le Pen » pour gagner des voix, mais cela n'entraînait aucune réflexion ou interrogation sur le racisme comme production institutionnelle, et le rôle crucial joué par les partis dominants.

La diabolisation de Le Pen n'a pas permis d'enrayer la progression du lepénisme mais elle a rempli une fonction d'exutoire. Elle a ainsi permis de masquer l'ampleur et la systématité du racisme dans la société française, et ainsi de n'avoir rien à changer de fondamental dans la structure sociale et le fonctionnement des institutions – sinon d'exorciser le spectre du fascisme, la main sur le cœur lors de soirées électorales. Le Pen et le FN ont ainsi été l'instrument d'un grand refoulement de la question de la domination blanche en France, d'une manière d'autant plus efficace qu'il y avait mille et une bonnes raisons de dénoncer Le Pen et de craindre la montée du FN : cette entreprise de dénégation ou d'esquive pouvait ainsi se draper dans les facilités notoires du « plus jamais ça ».

Or le tableau est à l'évidence très différent dès lors que l'on considère le racisme – en particulier le racisme colonial – comme une dimension majeure de la construction de l'État français (dans le contexte de la République impériale puis néocoloniale), comme un axe central de l'hégémonie bourgeoise, et comme un opérateur fondamental de division au sein de la classe des exploités. De même pour les déclarations incontestablement antisémites de Le Pen : on ne comprendrait pas qu'elles n'aient nullement empêché le FN de rassembler jusqu'à 17% de l'électorat en 2002 sans considérer la très durable et profonde implantation de l'antisémitisme dans la société française (et plus largement dans les sociétés européennes).

Pour reprendre et détourner la métaphore médicale, qui évidemment a des limites, Le Pen n'est plus alors le nom du virus mais l'un des symptômes les plus visibles d'une maladie dont sont atteintes depuis très longtemps les sociétés européennes, et d'une manière particulièrement virulente dans un vieil impérialisme en déclin comme la France.

Et on comprend alors mieux l'une des forces de l'extrême droite. Celle-ci peut se présenter et apparaître comme une force de contestation, « antisystème » ou « politiquement incorrecte », car ses dirigeants furent un moment les seuls à revendiquer explicitement ce qui demeurait implicite et euphémisé dans la politique dominante, et parce qu'ils ont été à ce titre l'objet d'une diabolisation de la part des partis et médias dominants (il est vrai que ce n'est plus le cas, la complaisance manifestée ces derniers jours à l'égard de Jean-Marie Le Pen le démontrant de manière éclatante).

Mais dans le même temps, cette force se trouve en pleine continuité avec l'ordre socio-racial établi : en s'installant confortablement dans le sens commun national-racial et proprement *colonial* de la République française comme de son élite politique, le FN/RN a pu finir par s'imposer, non plus comme un parti-paria mais comme la branche la plus déterminée du nationalisme français, l'expression politique de celles et ceux qui veulent tout faire pour « rester chez eux en France », et du point de vue de la bourgeoisie comme une roue de secours possible dans la situation actuelle d'ingouvernabilité.

Le Pen contre Le Pen ?

Les « grands » médias et les journalistes dominants n'aiment rien tant, lorsqu'ils traitent de la politique, que les conflits de personne, les « bisbilles » et les « petites phrases » : toutes choses qui peuvent être aisément retraduites dans le langage trivial des ambitions déçues ou des complicités trahies, qui est la matière première de la presse « people ». Le dégoût du public à l'égard du débat d'idées fait partie de l'idéologie professionnelle des journalistes « politiques » ; ces derniers ne cessent donc de ramener les discussions et divergences politiques à des tensions interpersonnelles, ou à une course de petits chevaux pour tel ou tel poste.

De ce point de vue, la rupture entre un père et sa fille à la tête d'un parti sulfureux ne pouvait apparaître pour ces médias que comme une sorte de bénédiction, et il faudrait faire le compte de ces interviews où l'on a interrogé ces dix dernières années Marine Le Pen ou son père sur ce qu'ils ont « ressenti » au moment de l'exclusion de ce dernier du parti qu'il avait fondé plus de 40 ans auparavant, comment ils ont « vécu » ce « drame » personnel et familial, etc. Mais à cette lecture consternante s'est accrochée une idée simple, et fautive,

Mort de Le Pen, triomphe du lepénisme. Et

<https://www.contretemps.eu>

maintenant ?

redaction

qui épousait parfaitement la stratégie de Marine Le Pen dite de la « dédramatisation » : celle d'une ligne dure, intransigeante et en quelque sorte ringarde (parce qu'attachée aux vieilles lubies de l'extrême droite de l'entre-deux-guerres ou de l'immédiat après-guerre), incarnée par le père, opposée à une ligne modérée, responsable et moderne, représentée par la fille.

De même qu'en 2022 la présence de Zemmour – et son profil politique presque entièrement tourné vers la surenchère raciste, en particulier islamophobe – ont permis à Marine Le Pen d'apparaître comme une figure rassurante pour une partie de l'électorat traditionnel de la droite, la rupture avec Jean-Marie Le Pen a constitué au milieu des années 2010 le meilleur moyen de donner une consistance à l'idée d'un « nouveau FN », bientôt rebaptisé « Rassemblement national ». Et on ne peut pas dire que les commentateurs médiatiques aient été très regardants, ni très soucieux de placer Marine Le Pen face à d'éventuelles contradictions, elle qui assurait lors du congrès de Tours de 2011 (qui fit d'elle la nouvelle présidente du FN) : *« j'assume toute l'histoire de mon parti. Son histoire, c'est un tout, alors je prends tout ! »*.

Si on avait creusé un tant soit peu, on aurait pu mesurer à quel point le passage de relais entre le père et la fille traduisait moins un changement de « nature » du FN/RN ou de sa stratégie d'ensemble, qu'une divergence de tactique politique. Le véritable changement impulsé par Marine Le Pen fut pour l'essentiel d'abandonner tactiquement tout ce qui pouvait apparaître à présent comme un frein à ses ambitions présidentielles, en particulier les dimensions les plus explicitement antisémites et négationnistes du discours d'extrême droite – tout en ayant couvert, il faut le rappeler en chaque occasion, les déclarations de son père pendant près de trois décennies – pour mettre au premier plan le « problème de l'islam ». Elle a ainsi non seulement radicalisé par l'islamophobie la rhétorique habituellement xénophobe du FN et opéré un recodage « républicain » du discours frontiste, permettant de l'insérer harmonieusement dans l'islamophobie *mainstream*.

Si a pu s'imposer l'illusion d'une transformation profonde du FN, c'est du fait de la très large diffusion de l'islamophobie, qui tend à rendre acceptable la haine des musulmans ou le soupçon que ces derniers souhaiteraient « noyauter la République » pour assurer leur domination, mais aussi du discours public faisant de l'immigration et des immigrés un « problème » à résoudre, et ce depuis les années 1970. L'installation d'un double consensus xénophobe et islamophobe, couplée à l'affirmation d'une « nouvelle laïcité » permettant de stigmatiser les musulmans au nom de la défense de la « République », tend ainsi à légitimer par avance toutes les sorties les plus ouvertement racistes du FN, du moins dès lors qu'elle vise les immigré·es et descendant·es d'immigré·es – et plus largement toute personne – musulman·es ou perçu·es comme tel·les.

On doit d'ailleurs remarquer que l'antagonisme entre le père et sa fille n'a pas éclaté lorsque Jean-Marie Le Pen, évoquant le prétendu « risque de submersion » de la France par l'immigration, avait affirmé en mai 2014, faisant allusion à l'épidémie qui sévissait alors en Afrique, que « Monseigneur Ebola peut régler ça en trois mois ». Cette déclaration n'avait alors suscité aucune condamnation de la part de la direction du FN et de sa présidente ; bien au contraire, elle l'avait soutenu. De même, l'exclusion de Jean-Marie Le Pen n'a nullement conduit Marine Le Pen ou les dirigeants actuels du FN/RN à modérer leurs discours concernant cette prétendue invasion migratoire, la soi-disant occupation de la France par une population étrangère ou encore la dite « colonisation à l'envers », qui conduirait à la destruction ou la disparition de la France.

Mais comment ce prophétisme xénophobe et islamophobe aurait-il pu contredire la thèse

médiatique d'un RN devenu respectable puisque la grande majorité du personnel politique et médiatique dominant communitaire également dans l'idée d'un « séparatisme musulman », d'une « infiltration islamo-gauchiste », et que s'exprime au plus haut sommet de l'État la rhétorique (empruntée à l'extrême droite) de la « décivilisation » et de l'« ensauvagement » ?

Un militant du colonialisme français

L'un des aspects de la trajectoire de Jean-Marie Le Pen – mais aussi de toute l'extrême droite française[2] – qui est beaucoup trop rapidement évacué dans le récit médiatique dominant, en fait presque toujours passé sous silence, c'est son ancrage dans le colonialisme français et sa participation active dans les guerres visant à maintenir la domination coloniale française dans ce qu'on appelait alors l'« Indochine » et en Algérie.

On rappelle généralement les déclarations antisémites et négationnistes de Jean-Marie Le Pen ; plus rarement d'ailleurs le fait que nombre des [premiers fondateurs du FN](#) étaient d'anciens pétainistes, collaborationnistes et membres de la Waffen SS, ce qui paraîtrait inconvenant alors que toute la droite – Macronie incluse – cherche un accord, plus ou moins tacite à ce stade, avec le FN/RN. Mais on oublie presque toujours de souligner la forte présence des anciens militants et sympathisants de l'Organisation Armée Secrète (OAS). Or, comme le rappelle [l'historien Fabrice Riceputi](#), il s'agit là de l'organisation terroriste qui a commis, de loin, le plus d'attentats dans l'histoire de France.

En outre, dans le parcours militant et politique de Jean-Marie Le Pen, les guerres d'Indochine et d'Algérie ont certainement joué un rôle plus structurant que la collaboration avec l'occupant nazi, précisément parce que Le Pen est né trop tard pour collaborer. Il est vrai que cela ne l'a nullement empêché de nouer des amitiés très durables avec des collaborationnistes notoires, de devenir le porte-parole d'un thuriféraire de Pétain – l'avocat [Jean-Louis Tixier-Vignancour](#) – lors de la campagne présidentielle de ce dernier en 1965, ou de publier des chants nazis à la gloire des SS et de Hitler dans le cadre de la société d'édition musicale qu'il créa et dirigea dans les années 1960 au cours de sa période de vaches maigres.

Mais la défense du colonialisme français a joué un rôle primordial pour Le Pen pour trois raisons : d'abord comme une expérience formatrice politiquement, où il fit ses premières armes (au sens propre comme au figuré), et qui lui donna une sorte d'aura dans les milieux d'extrême droite (puisqu'il s'engagea dans le prestigieux régiment des parachutistes) ; ensuite parce que c'est l'engagement dans la défense de l'Empire qui permit à l'extrême droite de sortir de la complète marginalité dans laquelle la collaboration avec l'occupant l'avait confinée, même si le résultat fut désastreux sur le moment avec la victoire des mouvements de libération nationale aussi bien en Indochine qu'en Algérie ; enfin parce que Jean-Marie Le Pen put et sut transférer habilement dans le cadre du champ politique français le racisme colonial, notamment anti-Arabs. Celui-ci sévissait de mille manières dans la vie quotidienne des immigrés algériens, jusqu'au meurtre de centaines d'entre eux et elles le 17 octobre 1961, mais c'est Le Pen plus que tout autre qui en fit une arme politique et électorale efficace.

Peut-être douterait-on moins d'ailleurs du caractère fasciste de Le Pen et de son courant

~~politique si l'on cessait de découpler le fascisme de la question coloniale, si l'on prenait~~
davantage au sérieux la violence de l'entreprise coloniale française (en particulier en Algérie) et du racisme qui lui est associé, en particulier dans la manière dont il a imprégné le corps social français. Peut-être aurait-on ainsi donné moins de crédit à la grotesque thèse « immunitaire » selon laquelle la France serait demeurée « allergique au fascisme », du fait notamment de ses valeurs républicaines, thèse à peu près équivalente à l'idée que le nuage de Tchernobyl aurait eu la décence de ne pas traverser les frontières françaises.

Peut-être aussi aurait-on compris que la rupture verbale et tactique du FN/RN de Marine Le Pen avec l'antisémitisme cohabitait avec la focalisation sur l'islamophobie, qui fonctionne en France comme un « racisme respectable », légitime car légitimé par des décennies de laïcité falsifiée et de discours faisant apparaître l'islam et les musulman-es comme une menace, pour la France et/ou pour la République.

Au-delà de l'anti-lepénisme

Celles et ceux qui ont célébré la mort de Le Pen n'ont sans doute, dans leur grande majorité, aucune illusion sur les effets de sa disparition. Cette mort était attendue et espérée, car il y avait quelque chose de rageant à voir survivre aussi longtemps, et dans l'opulence, un tortionnaire d'Algériens, un promoteur aussi assidu du racisme, du masculinisme et de l'homophobie, et celui qui parvint à redonner une audience de masse, dans la société française, au projet fasciste. Bien aidé en cela par les politiques néolibérales, qui intensifièrent toutes les concurrences dans la société française à partir des années 1980, mais aussi par la dérive de la droite, qui radicalisa son électorat, et les trahisons de la gauche, qui démobilisèrent le sien.

Le Pen sut saisir l'opportunité ouverte par la crise de la représentation politique qui s'amorça dans les années 1980, non simplement parce qu'il y avait alors un vide mais parce qu'il sut trouver les voies d'une politique de masse, à partir de la vision du monde propre à l'extrême droite. Et c'est précisément ce dernier aspect qui doit nous importer le plus : non pas les ignobles déclarations proférées au cours de sa longue carrière par Jean-Marie Le Pen, qui avaient une visée de provocation lui permettant de revenir sans cesse au centre du jeu politique, mais la manière dont il parvint à transformer l'obsession nationaliste, le ressentiment raciste et la nostalgie coloniale en force politico-électorale. C'est bien là ce qui demeure vivant dans la politique du FN/RN, peu importe au fond ce qui figure explicitement dans le programme électoral de ce parti, que ses dirigeant-es auront d'ailleurs aussitôt oublié une fois parvenu-es au pouvoir.

Cela désigne le défi principal pour la gauche, en France et au-delà : trouver (ou retrouver) le chemin d'une politique de masse. Or, de ce point de vue, l'anti-lepénisme au sens étroit est une impasse. À ce stade de son développement, l'extrême droite ne peut être affrontée uniquement sous cette forme strictement réactive et défensive, qu'il s'agisse de l'antifascisme « républicain » (qui aspire à défendre les institutions contre les fascistes et prétend que les institutions nous défendront contre les fascistes) ou d'un antifascisme plus radical qui entend principalement empêcher les fascistes d'apparaître publiquement et de se constituer en force militante.

Bien sûr, lorsque les fascistes cherchent à s'implanter localement (dans un quartier, un

village, une ville, une université, une entreprise ou une association), il est crucial de leur barrer la route, par la mobilisation la plus large et la plus déterminée. Mais lorsque l'extrême droite est aux portes du pouvoir, lorsqu'elle apparaît pour une frange importante de la population comme la principale force politique capable de mettre un terme à la grande entreprise de brutalisation macroniste, on ne peut la faire reculer sans lui contester ce rôle, sans proposer une solution à la crise politique, sans être en somme candidat au pouvoir sur une orientation de rupture avec l'ordre socio-racial établi. C'est ce défi qu'il nous faut relever dans les mois et années à venir.

Notes

[1] Ce qui est faux au demeurant, Jean-Marie Le Pen ayant été toute sa vie un cuistre, patageant dans les quelques éléments de culture classique appris par cœur dans les établissements jésuites où il fut scolarisé précocement, et plus à l'aise dans un répertoire allant des écrivains fascistes (Brasillach surtout) aux chansons paillardes que dans la philosophie ou la littérature (classique ou contemporaine). Pour se donner une idée, voir : Michel Eltchaninoff, « Quand Jean-Marie Le Pen parlait de philosophie », *Philosophie Magazine*, 7 janvier 2025,

<https://www.philomag.com/articles/quand-jean-marie-le-pen-parlait-de-philosophie>.

[2] Cela vaut sous d'autres formes pour l'essentiel du champ politique français, jusqu'à la social-démocratie qui fut en France indécrottement coloniale (jusqu'à aujourd'hui, ce qui est en lien étroit avec l'attitude du PS actuel concernant la question palestinienne). On doit se souvenir en particulier du rôle de François Mitterrand durant la guerre d'Algérie, ministre de la justice durant la grande répression d'Alger et qui à ce titre autorisa l'exécution de 45 militants du FLN algérien, et s'opposa à 80% des recours en grâce.